Louis XVI et Marie-Antoinette. Un couple en politique

Claudine Wolikow

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/8743>

DOI : 10.4000/ahrf.8743

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2007

Pagination : 190-193

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Claudine Wolikow, « Louis XVI et Marie-Antoinette. Un couple en politique », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 347 | janvier-mars 2007, mis en ligne le 21 juillet 2008, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/8743> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.8743>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2022.

Tous droits réservés

Louis XVI et Marie-Antoinette. Un couple en politique

Claudine Wolikow

RÉFÉRENCE

Joël Félix, *Louis XVI et Marie-Antoinette. Un couple en politique*, Paris, Payot, 2006, 669 p, ISBN 2-228-90107-5, 28 €.

- 1 « Louis XVI. Toujours dire : cet infortuné monarque », avait noté Flaubert dans son *Dictionnaire des idées reçues*. Dans son ample biographie critique jumelée, Joël Félix s'en réclame comme d'une devise programmatique étayant son travail de décapage de l'image du couple formé par « le roi bienfaisant » et « la reine scélérate », formée tant par les protagonistes eux-mêmes que par leurs panégyristes ou détracteurs contemporains, sans oublier l'apport de « *l'archéologie mystique* » des nostalgiques de la monarchie après la tourmente révolutionnaire. À l'appui de son enquête, l'auteur ajoute à l'abondance des mémoires et correspondances de la famille royale et de son entourage, publiés depuis le XIX^e siècle en France comme à Vienne, des papiers inédits, particulièrement les journaux du « *perspicace* » maréchal de Castries et du contrôleur général d'Ormesson, dont quelques perles insérées font attendre avec impatience l'édition annoncée, ou la correspondance diplomatique des ambassadeurs anglais à Paris ; la bibliographie fait la part belle aux études anglophones, même inédites.
- 2 La première grosse moitié de l'ouvrage couvre la période qui s'arrête en 1786, avec la première mesure un tant soit peu avertie et exacte de l'ampleur du déficit des finances publiques et la menace de banqueroute imminente qui pèse sur « le plus beau royaume d'Europe » (Marie-Antoinette). L'éducation princière de Louis-Auguste, dauphin en titre à l'âge de onze ans, est passée en revue, tout entière irradiée par le culte de Louis XIV, pratiqué aussi bien par son grand-père Louis XV que par ses parents ou son gouverneur La Vauguyon, qui lui ont inculqué la certitude de l'exceptionnalité de « la plus ancienne, la plus noble et la plus illustre famille de l'univers » (Marie-Josèphe de

Saxe), et érigé les Instructions de Louis XIV au duc d'Anjou en bréviaire gouvernemental indépassable et immuable. De son père, chef proclamé du parti dévot et soutien inconditionnel de Christophe de Beaumont, le futur Louis XVI a appris l'obligation de « régner saintement », gage de l'amour et de la fidélité des sujets, seule véritable source du pouvoir et de la légitimité du monarque ; de la culture paternelle, transmise par un recueil de méditations politiques, proviennent également une franche hostilité envers la production « infernale » des philosophes, ainsi qu'une aversion radicale pour toute forme de résistance parlementaire. Dès l'âge de treize ans, quoiqu'analyste (plutôt laborieux) du *Télémaque*, le dauphin se montre imbu de l'autorité absolue propre au monarque de droit divin, comme l'illustre la consignation substantielle de ses *Réflexions sur mes entretiens avec le duc de La Vauguyon* : dispensateur de « bienfaits » pour le bien-être de ses sujets, le roi ne saurait concevoir la moindre désobéissance autrement que comme une rébellion contre l'ordre divin. Quant à son instruction profane, littéraire, linguistique, ou scientifique, elle fut solide, sans pour autant révéler la figure d'un génie, ni mériter le portrait de nigaud simplet brossé par la diplomatie autrichienne à l'arrivée de Marie-Antoinette à Versailles.

- 3 La petite-dernière et préférée de l'impératrice Marie-Thérèse, encore « femme-enfant » (Louis XV) de moins de quinze ans, est quelques semaines seulement après son mariage déjà coiffée de l'étiquette plus haineuse que révérencieuse d'*Autrichienne*. Contre elle se cristallise d'emblée le ressentiment profond et tenace accumulé par les humiliés et offensés du renversement d'alliance accompli en faveur de l'Autriche par Louis XV et Choiseul, négociateur en personne du mariage de réconciliation dynastique de 1770, et que le père de Louis (XVI) exécutait ; Antoinette est d'emblée associée à « l'hermaphrodisme politique » prêté à son ambitieuse et charmeuse mère, et bientôt réactivé par le premier partage de la Pologne. Dès la disgrâce de Choiseul (décembre 1770), la dauphine, qui n'en peut mais, passe pour le chef naturel de la faction de l'imprudent ministre exilé. À la Cour, elle est sous haute surveillance, chaperonnée, chapitrée et sermonnée de vive voix ou à distance épistolaire par sa mère, ses frères, son abbé lecteur-confesseur, suspect chez les dévots de philosophisme outré, et surtout par Mercy-Argenteau, grand rapporteur diplomatique auprès de l'impératrice-mère des faux pas de sa fille. L'impuissance sexuelle notoire du dauphin devenu roi, fustigée par les pamphlets dès son intronisation, décrite avec une froide crudité d'expert par son impérial beau-frère Joseph II (p. 94), ne faisait qu'ajouter aux déboires de l'alliance franco-autrichienne, à l'origine présumée de la décadence de la monarchie des Bourbon et du déclin de la prépondérance française. Un premier libelle contre la nouvelle reine donne la nausée à Marie-Thérèse, indignée par la vulgarité violente de l'expression de « la haine invétérée contre les Autrichiens ».
- 4 L'état de grâce procuré par l'accession au trône est de courte durée. Mercy, devenu un personnage considérable à la cour, principal auteur ou colporteur avec l'abbé de Véri de la légende de la faiblesse et de l'indécision de Louis XVI, dont Joël Félix multiplie à plaisir les exemples de réfutation manifeste, ambitionne que la reine exerce « un pouvoir absolu sur le roi », lequel ne paraît guère disposé à céder un pouce de son autorité royale ou conjugale, ni à privilégier l'alliance autrichienne, comme l'indique clairement la remise précoce et durable des Affaires étrangères à Vergennes, adversaire résolu de la ligne choiseuliste. Dès cette période, sans illusion sur sa puissance d'influence mais décidée à donner le change et à se préserver un espace d'autonomie à la cour, la reine se garde bien d'en rabattre sur le crédit qu'on lui prête, comme elle le confie avec une franchise et une lucidité étonnantes dans une lettre à Joseph II (p. 333),

en pleine crise de l'Escaut, alors qu'elle fait précisément son entrée en politique pour éviter une rupture consommée entre Versailles et Vienne.

- 5 Avec Maurepas-Mentor, Louis XVI inaugure pour sa part la posture du roi bienfaisant et vertueux, soucieux avant tout du bonheur et de l'amour de et pour ses sujets ; l'autoportrait du roi gagne en amplification avec les discours tenus aux États généraux, où le souverain affirme son rôle de père sacrificiel « premier ami de ses peuples », et dispensateur de bienfaits comme « jamais roi n'en a fait pour aucune Nation » ; lors de son procès, ses panégyristes et défenseurs mettent la touche finale à l'image du roi vertueux victime de ses vertus. À la figure convenue du roi faible par sa bonté même, l'auteur oppose les actes de la pratique gouvernementale, comme le renvoi de Turgot, soutenu fermement pendant la Guerre des Farines, mais qui finit vite par exaspérer son maître par ses « raisonnements » donnés pour irréfutables et ses idées réformatrices jugées « extrêmement dangereuses » pour la forme du gouvernement, tout comme plus tard le parvenu protestant Necker, accusé de vouloir subvertir la monarchie administrative avec ses « principes anglais et genevois », et qui pousse l'insolence jusqu'à donner sa démission. L'aide aux *Insurgents* est la grande affaire du règne. Bien loin de la récente biographie de Bernard Vincent (*Louis XVI*, Gallimard, 2006) qui exalte avec lyrisme le modernisme éclairé de l'engagement positif du jeune Louis XVI pour l'indépendance américaine, Joël Félix insiste sur le caractère essentiellement anti-anglais de la guerre, menée au nom de la défense de la liberté des mers contre « l'ennemie naturelle et la plus invétérée ». L'année 1781 marque un tournant décisif pour le devenir de la monarchie : le départ de Necker, la disparition de Maurepas, la gloire de Yorktown et la naissance du dauphin inspirent un coup de barre royal autoritaire et rétrograde qui s'incarne en Vergennes, figure dominante du « parti du roi » jusqu'à sa mort (février 1787), face à un hypothétique « parti de la reine » qui nuirait aux intérêts de la France en dilapidant ses finances et en soutenant les incartades de Joseph II. Le biographe souligne combien la suppression de la mainmorte dans le domaine royal doit tout à Necker et rien au monarque « bienfaisant », de même que l'édit de tolérance où Loménie de Brienne, soutenu par la reine, a réussi à vaincre l'hostilité du roi ; c'est le roi, en cédant à ce que le libraire Nicolas Ruault n'hésite pas à appeler « sa brutalité naturelle », qui expédie Beaumarchais à Saint-Lazare, alors que la reine le soutient, comme elle a soutenu Necker ou Castries. Le brevet de bienfaisance auto-décerné et magnifié par la flatterie, tout comme celui de faiblesse entretenu avec constance par Mercy, ne s'avèrent qu'un vaste trompe-l'œil qui masque une autorité altière et jalouse, aguerrie par les lauriers américains, inaccessible à la critique : « Vous ne pouvez pas être fâché quand c'est moi qui décide » fait-il observer à Castries.
- 6 Dans l'épais chapitre 6, « *Une révolution française* », le fin connaisseur de la magistrature et des finances au siècle des Lumières ravive les couleurs de la Pré-révolution, en se défiant, comme dans son précédent *L'Averdy*, de succomber aux simplifications d'un plébéianisme et d'un anti-parlementarisme sommaires, repris des joutes pamphlétaires de l'époque. Devant l'épreuve de vérité imposée par l'ampleur du déficit (115 ? 140 ? 180 millions ?), le spécialiste financier fait valoir quelques objections sérieuses au plan Calonne présentées par les Notables. Contrairement à la vulgate, la subvention territoriale visait non pas l'égalité fiscale mais une « *rationalisation des exemptions* » ; ni Calonne ni le roi n'entendaient concéder aux assemblées provinciales la moindre responsabilité politique, « pas même le pouvoir de consentement simulé comme les autres États [provinciaux] » (*sic*, Louis XVI) ; les critiques portant sur le coût de recouvrement, l'inéquité et l'imprévisibilité du produit final de l'impôt en nature

étaient parfaitement fondées. La disgrâce de Calonne relève moins de la prétendue faiblesse royale que d'une grande manœuvre ratée pour faire taire les clameurs de la « prêtraille » et de la « neckraille » réunies, dans laquelle la couronne désespère l'opinion, que l'habileté de Loménie de Brienne permet un temps de circonvenir. « Vous nous croyez donc perdus... ! » s'exclame le roi terrifié quand Brienne lui propose le remède du double recours à Necker et aux États généraux. Avec le parlement de Paris, qui a à se faire pardonner l'enregistrement des emprunts Calonne, la partie de bras de fer ne peut se régler avec la même aménité apparente qu'avec les Notables. Le rapport à l'opinion est direct, comme l'observe Malesherbes : ce n'est plus le parlement qui échauffe le public, mais l'inverse. Rebelle non pas à l'imposition mais à la confusion des rangs et des rôles fiscaux, la magistrature entreprend par ailleurs une critique en règle du caractère socialement et économiquement régressif de la quasi-généralisation du droit de timbre, d'après l'auteur empreinte personnelle du monarque dans le dispositif gouvernemental. L'appel aux États généraux, dont la magistrature fixe alors la tenue inéluctable « *au plus tard* » en 1789, n'est ni une dérobade, ni une manœuvre dilatoire, mais bien un refus des replâtrages financiers discrétionnaires, ainsi qu'une mise en cause frontale de l'autorité royale souveraine, telle qu'exposée par Lamoignon dans sa réédition du discours de la Flagellation, en novembre 1787.

- 7 Le débat lancé par la monarchie à l'été 1788 sur les modalités de convocation, destiné à détacher la Nation de la robe, change la donne, avant même le désastreux arrêt parlementaire de septembre 1788 et les provocations de la seconde Assemblée des notables, en impulsant une guerre des plumes où s'opposent Nation et privilégiés, préliminaires aux affrontements rudes et pacifiques de mai-juin 1789 au terme desquels le roi, impénétrable plus qu'indécis, capitule le 27 juin, « *les larmes aux yeux* », sans pour autant affecter ses conceptions politiques de la moindre actualisation, ni modifier le programme arrêté le 23 juin. Ainsi prendrait fin une « Glorieuse révolution », version française.
- 8 Après sa défaite, le roi s'engage résolument, tortueusement, et non sans brutalité « *Contre la Révolution* » (dernier chapitre), avec la coopération fidèle et active de Marie-Antoinette, aussi déterminée que son époux à « *dompter la révolution* », en rêvant au scénario hollandais de 1787. Le massacre de de Launay, qui avait reçu la consigne de résister sans tirer sur les assaillants, laisse S.M. insensible : « Il a mérité son sort » ; Necker est rappelé « avec dégoût » ; c'est sur ordre exprès du couple royal que la haute émigration se met en branle le 17 juillet. Après la manière forte employée jusqu'au choc d'octobre 1789, puis le temps bref de la « *torpeur* », vient, jusqu'à la mort de Mirabeau, apprécié par le ménage royal comme un « monstre » et un « violent démagogue », celui de l'apparent ralliement constitutionnel, tandis que se prépare la fuite, décidée en octobre 1790, selon une programmation qui doit plus à des considérations franchement séculières et mûrement réfléchies qu'aux outrages intempestifs infligés à la piété royale, allégués *a posteriori*. Le calendrier prévu des élections législatives est capital pour l'échéance du 20 juin, situé à la charnière des opérations des assemblées primaires et des assemblées électorales. Muré dans sa mystique monarchique, le roi-père escomptait alors, loin des foules parisiennes, opérer, grâce à son « voyage », une « *contre-révolution des cœurs* » en faveur de son autorité, comme plus tard avec l'entrée en guerre. Après Varennes, la duplicité trouble et hautaine de son attitude politique sème l'embrouille et attise les divisions, aussi bien en France que parmi les cours européennes ou chez les émigrés, accomplissant ce que Joël Félix nomme sans ambages « *le pire de la politique* », plus encore que la politique du pire. Dans une ultime apparition

à l'Assemblée le 3 août, avec la même assurance qui lui faisait affirmer quelques mois plus tôt que la Nation n'était pas dans l'Assemblée, il tient encore un discours de séance royale.

- 9 Foisonnant et incisif, le dossier est accablant sur la cécité politique obstinée qui a finalement mené à leur perte les derniers souverains de l'Ancien Régime, à moins d'en faire des victimes héroïques du culte monarchique dans lequel ils avaient été instruits.